

Document

Mettre la spéculation hors la loi. (14.02)

Slate.fr – 13.02

Au début, la spéculation a généré la crise. Désormais, la spéculation veut tirer profit de la crise. En attaquant aujourd'hui la Grèce, et demain d'autres pays peut-être, elle mord la main qui l'a tirée du naufrage. La crise n'est pas terminée, mais les opérateurs financiers ont déjà tourné la page du sauvetage des banques qui aura coûté 3.770 milliards d'euros en Europe et 12.800 milliards de dollars aux Etats-Unis selon les chiffres publiés par l'Agefi, agence spécialisée dans l'information économique et financière.

Ils ont vite oublié qu'ils n'existent plus que grâce aux flots de liquidités injectées par les Etats pour empêcher le blocage des économies. Et que les Etats, pour remédier à leurs excès, ont été contraints d'accumuler de la dette. C'est précisément cette dette qui se retourne aujourd'hui contre ces Etats, à cause de la pression exercée par les mêmes spéculateurs.

Spéculation et complaisance

Les spéculateurs font ainsi un bras d'honneur aux Etats qui sont venus à la rescousse d'un système dont ils ont abusé. Ces Etats sont abusés, et les contribuables - particuliers et entreprises - avec eux. Car il faudra bien tirer les conséquences de l'accumulation de dette, ne serait-ce que pour rembourser les intérêts générés par les emprunts souscrits d'abord pour sortir de la crise et ensuite pour soutenir la monnaie. Ce sont les mêmes qui spéculent, les mêmes qui attaquent en dehors de toute régulation. La spéculation jouit d'une situation au-dessus du droit commun. La démission des dirigeants politiques n'en est que plus flagrante. Réagiront-ils? Déclareront-ils la spéculation hors-la loi?

Le propos peut paraître réducteur. C'est pourtant bien ainsi que se pose la question. Il serait intéressant de voir les réactions d'une banque si un particulier qui lui aurait emprunté de l'argent venait à tout perdre au jeu et serait dans l'incapacité de la rembourser. La banque lui octroierait-elle un autre emprunt pour qu'il retourne jouer? Les Etats, eux l'ont fait... pour les spéculateurs. Que feront-ils pour que les opinions publiques qui vont devoir faire face à plus de rigueur (dans la protection sociale, les retraites, etc...) n'aient pas l'impression de payer pour les excès de complaisance?

Un rôle de prédateur

Certes, les tenants de stratégies économiques complexes pourront expliquer que la spéculation n'existe que pour recréer des équilibres. Et que, en l'occurrence, concernant les attaques contre la Grèce et contre l'euro, elles sont le résultat de l'absence de gouvernance économique en Europe et du laxisme du gouvernement pour renforcer la crédibilité de la monnaie européenne. C'est juste.

L'Union européenne ne va pas au bout de son projet, la spéculation en tire les conclusions. C'est pourquoi, dans l'urgence, l'Union européenne et le tandem franco-allemand en tête manifestent subitement leur détermination politique pour répondre à une attaque contre l'un des membres de l'Union. Vue sous cet angle, la spéculation en tant que prédateur aura joué son rôle en obligeant les autorités politiques à faire avancer l'Europe, et à consolider la monnaie unique en même temps. Mais faut-il en passer par ces états de crise qui, peu ou prou, laissent toujours des cicatrices?

A l'épreuve des souverainismes

L'Allemagne, notamment, ne souhaitait pas d'une réplique à la spéculation qui pourrait être perçue comme une prime au laxisme de certains pays. Mais elle est aussi contrainte de défendre l'euro, comme la France. Toutefois si certaines opinions publiques en viennent à mettre la Grèce - ou d'autres pays - au ban de l'Europe, les gouvernements qui n'auront pas fait avancer suffisamment vite l'Europe politique n'auront

réussi qu'à conforter les eurosceptiques et raviver les souverainismes. Mettant en péril une nécessaire solidarité au sein de l'Union.

«Business as usual»

Avant la crise, les libéraux reprochaient aux Etats d'être de piètres gestionnaires pour qu'ils leur laissent l'initiative de l'économie. On a vu le résultat: sans les Etats pour venir à la rescousse du système libéral, il n'existerait plus de système du tout. Sans Etats, le libéralisme pétrifié gèlerait sur pied. Faut-il, malgré tout, revenir à ce système et laisser s'exprimer de la même façon les forces qui ont entraîné la crise?

Le financier George Soros, lui-même à l'origine des attaques contre la livre en 1992 lorsque l'économie britannique était en crise, n'est pas le dernier à mettre en garde contre l'action des spéculateurs. Il le fit avant la crise, prêchant dans le désert. Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, ancien vice-président de la Banque mondiale, déplore dans son dernier livre «Free fall» qu'aucune leçon n'ait été tirée de la crise, et que tout recommence avec les mêmes acteurs dans les mêmes rôles et avec les mêmes dérives en puissance pour un «business as usual» joué dans la bulle de Davos selon une ahurissante partition.

A quand, une vision pour l'Union?

Les gouvernements resteront-ils dans le sillage des marchés pour que rien ne change, au risque de s'attirer les foudres des opinions publiques? Ou refuseront-ils de faire le jeu des spéculateurs en inventant de nouvelles règles, qui passent forcément par l'affirmation politique d'une gouvernance en l'occurrence européenne? «La construction communautaire est trop complexe et par trop inédite pour être comprise d'acteurs de marché qui n'ont pour ligne d'horizon que l'immédiat lendemain», affirme Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schumann, lui-même pourtant fort libéral.

Toutefois, les habituelles professions de foi ne suffiront pas: l'Union européenne à 27, première puissance économique mondiale a besoin, selon Jean Dominique Giuliani, d'un «projet politique global, de longue durée, solide et sérieux, qui n'avance - hélas - qu'au gré des circonstances à défaut de visionnaires qui aient le courage de les anticiper.» La spéculation profite de cette absence de vision. Combien de temps encore?